

Roustes électorales et fiscalité

Posté le : 30 mars 2015 09:07 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Economie et politique

Une des dimensions toujours "oubliées" par les commentateurs lors des déroutes électorales est le rôle du ressentiment fiscal. Le "politiquement correct" interdit ce genre d'analyses. L'impôt, en France, c'est sacré. Evoquer la responsabilité de l'impôt dans les réactions des Français serait leur faire injure. Alors on tricote des explications plus ou moins fumeuses pour éviter les évidences qui fâchent.

Cela fait des années maintenant que nous expliquons que la montée du FN est entièrement due au ressentiment fiscal. Il naît avec la création de l'IGF, le prédécesseur de l'ISF. Il prospère aujourd'hui sur les taux confiscatoires mis en place par F. Hollande. On dira: le chômage a poussé la fuite de l'électorat populaire vers le FN et "l'invasion musulmane" n'a pas arrangé les choses. La poussée du FN dans les départements en difficulté économique ou soumis à des substitutions de populations est évidente. L'analyse fine des cantons montre une réalité moins systématique. Le FN gagne le canton du Médoc où le nombre d'immigrés n'est pas particulièrement élevé et la crise peu marquée par rapport à d'autres cantons en reconversion.

Le passage à l'acte du vote en faveur du FN suppose qu'on brave un interdit. Il faut une grande force de ressentiment pour le motiver. Cette force est alimentée par la spoliation fiscale. Les niveaux d'imposition actuels peuvent être assimilés à un vol pur et simple des citoyens par la puissance publique. L'électeur a voulu donner une roustes au voleur.

La surprenante défaite de Giscard en 1981 s'explique principalement par le ressentiment devant un septennat qui aura été fiscal de bout en bout, avec la généralisation de la TVA et la fin des "forfaits" protecteurs et l'impôt sur les plus-values. La déroute socialiste de Bérégovoy s'explique également largement par le ressentiment fiscal. Celle de Juppé est due en quasi-totalité à l'hystérie fiscale qui l'avait saisi, allant jusqu'à lui faire sauter le plafonnement de l'ISF. Pour la première fois, des citoyens étaient privés de la totalité de leur revenu par l'impôt. Fabius sait très bien qu'il a souffert à la fin de son mandat de premier ministre d'un accès de rejet fiscal qui le conduira à réclamer une baisse fiscale à Jospin qui, sous l'influence de DSK, avait continué le matraquage engagé par Juppé. Trop peu, trop tard.

L'échec de Sarkozy s'explique très largement par son incapacité à convertir l'ISF en impôts sur le revenu en début de mandat et par les hausses d'impôts continuelles des deux dernières années de son quinquennat.

La névrose fiscale française est la base des déroutes systématiques des gouvernements en place depuis les années 1970.

Le gouvernement actuel essaie de contenir la dépense publique. Mais il ne veut pas restructurer le champ de l'action de l'Etat, ni mettre fin aux politiques de gratuité incontrôlables dans des secteurs entiers comme la Santé ou la Culture. Il pensait qu'en évitant de s'attaquer trop à son cœur de cible électoral, il résisterait mieux. L'idée hollandaise de leur prendre un peu pour donner un minimum aux entreprises, lessivées par la fiscalité, est vécue comme une raclée fiscale imméritée. Les fonctionnaires voudraient qu'on cesse de les ruiner et qu'on cesse de ruiner les entreprises, les deux choses en même temps. Paradoxe ? Pas nécessairement. Faire comprendre à ce groupe massif (près de 10 millions de ménages sont accrochés à la dépense publique en France, hors retraite) comment

on peut sauver leur prospérité alors qu'on reconfigure les missions de l'Etat pour baisser la fiscalité sera un des défis les plus difficiles pour la droite. Il a été la roche tarpéienne du PS, alors même que la reconfiguration de l'Etat n'a même pas été essayée.

Benoît Hamon, militant insignifiant et puceron politique qui se croit digne d'être président de la république (beaucoup au PS se disent que "si Hollande l'a été pourquoi pas moi !"), croit que le PS s'en sortira en augmentant encore massivement les impôts sur les riches et en alignant les cadeaux électoraux aux pauvres. Il veut reprendre la stratégie qu'Hollande a tenté en deux phases : la phase initiale où l'on frappe "les riches", puis la phase des cadeaux électoraux aux clientèles. Il a échoué parce qu'une réponse uniquement fiscale aux exigences de désendettement de l'Europe, alors que la France avait déjà trop d'impôts, a bloqué l'activité économique. La phase des cadeaux ne peut plus s'enclencher sauf à tuer le malade. Hollande attend le Grouchy de la croissance tirée par l'extérieur, pour retrouver un peu d'oxygène électoral. Se lancer dans les deux ans à venir dans une surenchère fiscale destructrice en écartelant un peu plus la France entre clientèles et pigeons à plumer serait aussi suicidaire pour le pays que pour le PS. Hollande attendra la campagne électorale pour faire des annonces de ce type pour ne pas avoir à en affronter les conséquences avant les élections. Elles bloqueraient tout espoir de participer si faiblement que ce soit à la possible reprise et le priverait de sa tactique : transférer la responsabilité du chômage sur les entreprises.

Bien sûr le ressentiment fiscal n'est pas le seul moteur des déroutes électorales. Mais l'ignorer totalement comme le font les commentateurs et les politiques (de moins en moins à droite) est une des sottises de notre temps. Le long moment du "vive l'impôt" est passé en France.

Nous avons écrit que l'année 2015 serait un balancier permanent entre espoir de reprise et ressentiment.

Nous avons eu le ressentiment musulman. Nous vivons le ressentiment fiscal.

Gageons que l'on va maintenant nous bassiner avec l'espoir de la reprise.